

Féminisme et antimilitarisme :

Féminisme et antimilitarisme semblent, à première vue, deux mouvements sociaux différents. De plus près, apparaissent, cependant, beaucoup de points communs. Les deux mouvements se battent contre le patriarcat. Avec conviction et force, la sociologue française, féministe et antimilitariste, Andrée Michel, née en 1920, a défendu cette idée. En témoigne son étude sur ce thème, rééditée en 2012.

Le féminisme intégré

Ce livre est composé de deux parties et contient des articles publiés de 1985 à 1999. La première partie est intitulée « La Guerre contre les femmes » et la seconde « Résistances féministes ». Une préface étendue de Jules Falquet, professeur à l'université de Paris, précède les textes de notre amie.

Andrée Michel est décrite comme une féministe « intégrale » : à partir des années 1950, elle est militante et chercheuse dans ces domaines. En sa qualité de féministe, elle s'intéresse à la position opprimée des femmes. Le facteur déterminant et structurant dans l'analyse de l'oppression est l'accent mis sur le patriarcat. Sa réflexion débouche sur le phénomène de la guerre, de l'industrie de la guerre et du commerce des armes.

Dans ce féminisme matérialiste, explique Jules Falquet, la face mentale et la face matérialiste du militarisme caractérisent une idéologie et un système de production, qui s'enracinent profondément dans un ensemble d'institutions, organisant la totalité de la société. L'auteure met en rapport cette double analyse avec celle des violences masculines contre les femmes. Elle décrit qu'une petite clique d'hommes âgés, un « réseau de vieux messieurs », souvent blancs, toujours fort riches, décide des priorités. Ils font tout cela sans souci de la démocratie ni des intérêts du plus grand nombre.

« Sécurité nationale » ? L'insécurité pour les femmes, vous voulez dire !

Andrée Michel réduit à néant certains mythes, comme celui de « développement » dans les pays dits « émergents ». Toutes sortes d'accords de développement sont à analyser comme sexistes. Par exemple, en ciblant le développement des cultures d'exportation, on va créer des grandes zones nécessaires à la monoculture. En conséquence, les Africaines voient diminuer la surface des terres qui leur étaient affectées, dont elles tiraient des aliments pour nourrir leur famille et aussi quelques revenus. Les accords met-

tent enfin les femmes et les enfants dans une position d'appauvrissement parce que les revenus, que les accords prévoient, remontent aux déjà « favorisés » : les multinationales et les riches castes du pays.

La « sécurité nationale » forme un autre mythe. À l'époque où Andrée Michel mène son enquête, la France consacre des sommes importantes à développer ses propres armes nucléaires dans le cadre d'une « sécurité nationale ». Mais les femmes polynésiennes ne trouvent aucune « sécurité » dans leurs îles, écrit-elle, quand la France effectue dix essais atomiques par an dans cette partie du Pacifique...

Un réseau de vieux messieurs

Quiconque étudie le complexe militaro-industriel rencontre sans cesse l'*old boy network*, composé de militaires, d'industriels de la sphère « défense », de scientifiques et de politiciens. Ce sont des individus qui ont, souvent, une éducation et un comportement semblables. Ils vivent dans un monde étroitement replié sur lui-même, précise Andrée Michel. C'était dans les années 1980 qu'elle faisait ses recherches ; mais, maintenant, semble-t-il, ces réseaux sont peuplés d'un même type de personnes nommées « nouveaux aristocrates » (voir le vaste « dossier » publié par Marianne, 25 avril - 1^{er} mai 2014).

Dans les différents pays, les complexes industriels militaires et la caste riche se développent au détriment des dépenses d'autres classes sociales. Ce que l'auteure analysait jadis et ce que nous voyons encore maintenant, c'est qu'une petite caste absorbe les crédits de l'État pour établir des infrastructures coûteuses (ports, aéroports, bases militaires, etc.). Même s'il n'apparaît pas une relation directe et visible avec le système militaro-industriel. Je pense à la « zone à défendre » dans les environs de Nantes : là, affairistes, politiciens et technocrates, comme André Bernard les nomme dans son livre *Écritures et Parures de désobéissance* (Lyon, 2014), veulent couvrir 1 700 hectares

avec un aéroport et toutes les infrastructures (transports ferroviaires, autoroutes, etc.). À première vue, les travaux prévus ont un objectif civil, mais comment exclure l'objectif militaire latent ?

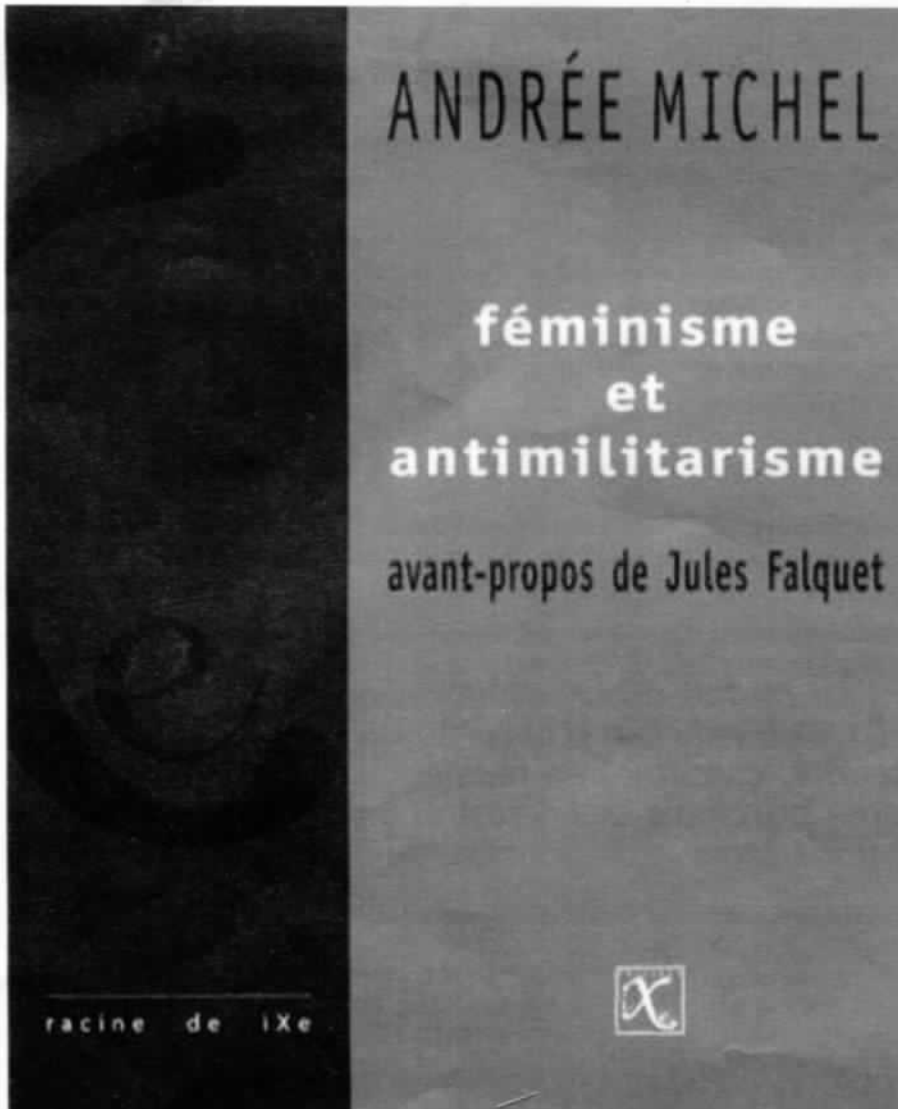
Gérontocratie et viol des femmes

Andrée Michel se penche également sur la relation entre la politique des sexes et le complexe militaro-industriel. Son point de vue assimile le concept de la hiérarchie militaire à celle d'une gérontocratie, où l'ancienneté, la « séniorité », donnent le pouvoir. Dans ce système, les jeunes sont les instruments du pouvoir des vieux. La guerre repose donc sur l'instrumentalisation des jeunes par des dominants âgés. Mais, dit-elle, l'instrumentalisation des jeunes a pour corollaire celle des femmes. Car la question est : comment envoyer les jeunes à la mort sans leur donner quelque compensation qui flatte l'orgueil qui leur a été inculqué ?

C'est pour cette raison que, en temps de guerre ou d'intervention militaire, les femmes sont transformées en instruments de plaisir et de sadisme pour les guerriers jeunes et moins jeunes. La prostitution forcée ou le viol, l'assassinat de femmes deviennent des pratiques tolérées quand elles ne sont pas officialisées. Tout cela est illustré par les recherches sur le comportement des Américains pendant la guerre du Vietnam. Ces études ont montré comment une guerre qui avait pour fonction explicite de défendre « le monde libre » contre le danger communiste s'était transformée en guerre contre les femmes asiatiques. Au moment du débarquement américain, en 1965, la ville de Saïgon comptait 400 000 habitants. Dix ans plus tard, au moment du départ des Américains, la ville en compte plus de quatre millions, dont 400 000 prostituées. Que s'est-il donc passé au cours de cette période ?

Des millions de paysans avaient été chassés quand leurs villages furent détruits par la guerre. Beaucoup de gens ont alors cherché refuge à Saïgon. Ainsi la popu-

la fin du patriarcat



lation a fourni un contingent infini de prostituées. Autour des bases militaires étaient établies par l'armée américaine des tentes de quinze à vingt lits, et les prostituées s'y relayaient. Chaque nuit, des hélicoptères amenaient des groupes de prostituées sur les camps opérationnels. La prostitution devenait le plus gros business du Vietnam du Sud. Le même tableau peut être décrit ailleurs dans le monde, par exemple, lors l'intervention militaire de l'armée française au Tchad, pendant les années 1980. Dans ce cas, le prix était payé par les femmes africaines...

L'avortement différé

Les exemples apprennent que l'absence du patriarcat implique la domination des femmes par les hommes pour mieux asservir ces derniers aux géronto-

crates de la hiérarchie militaire, explique Andrée Michel. Et cette hiérarchie ne se distingue pas de la hiérarchie du patriarcat. Cela implique la structure de subordination inhérente du patriarcat. Il n'est donc pas question de savoir si l'on analyse le patriarcat ou le capitalisme, comme le remarque l'auteure. C'est dans ce contexte que la classe dominante s'occupe, avec la militarisation de la société, de revisiter l'idéologie de la « sécurité nationale ».

En prolongeant cette ligne, on perçoit les formations sociales qui structurent l'économie et le pouvoir, de sorte qu'il se forme une « culture de guerre ». Le long de cette route, il est aussi possible de maintenir la domination des hommes sur les femmes. Dans cette perspective, il est légitime de parler aussi de la politique

du « genre » comme une fonction latente d'un système qui se fait passer pour partisan de la sécurité des deux sexes.

Qui regarde ainsi le monde pose des questions inhabituelles. Par exemple, les guerres n'ont-elles pas une fonction latente : « l'avortement différé ». Des recherches américaines ont montré, à cet égard, qu'il existe un lien entre l'opposition à l'avortement et la préférence pour l'augmentation des dépenses militaires...

Féminisme et antimilitarisme

Pour être féministe, faut-il être du sexe féminin ? Non, dit Andrée Michel, parce que c'est une attitude volontariste, de femmes et d'hommes. Le féminisme n'a rien à voir avec la biologie. Il consiste à refuser le système patriarcal et les valeurs de ce système. Des valeurs invoquées pour dénier aux femmes leurs aspirations à la liberté, à l'égalité et à la dignité.

Être antimilitariste consiste à refuser la militarisation de la société et la réduction des citoyens à un troupeau passif gouverné par les états-majors militaires et politiques. Loin d'opposer féminisme et antimilitarisme, l'auteure pense, au contraire, que l'un ne va pas sans l'autre et qu'une réflexion antimilitariste approfondie conduit au féminisme. Féminisme et antimilitarisme forment un engrenage. Elle ne voit pas comment on pourrait se dire « antimilitariste » sans soutenir à fond les mouvements féministes, et, inversement, les luttes des féministes complètent celle des antimilitaristes. Ma conclusion : bien que le livre d'Andrée Michel contienne des textes plutôt anciens, ils n'ont rien perdu de leur pertinence.

Thom Holterman

Andrée Michel, *Féminisme et Antimilitarisme, préface de Jules Falquet*, Éditions iXe, 77520 Donnemarie-Dantilly, 2012, 18 €, 189 p.